

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1991 Nr. 121

---

---

A. TITEL

*Internationale Overeenkomst inzake de vereenvoudiging en  
harmonisatie van douaneprocedures, met Bijlagen;  
Kyoto, 18 mei 1973*

B. TEKST

De tekst van Overeenkomst en Bijlagen E.3, E.4 en E.5 is geplaatst in *Trb.* 1975, 92.

Voor de tekst van Bijlagen A.1, D.1, D.2, E.1., E.6, E.8 en F.1 zie *Trb.* 1979, 52, rubriek J.

Voor de tekst van Bijlage B.3 zie *Trb.* 1981, 200, rubriek J.

Voor de tekst van Bijlagen B.1, C.1 en F.6 zie *Trb.* 1986, 170, rubriek J.

Voor de tekst van Bijlage F.2 zie *Trb.* 1987, 22, rubriek J.

Voor de tekst van Bijlagen B.2 en F.3 zie *Trb.* 1989, 39, rubriek J.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1975, 92.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1977, 116, *Trb.* 1979, 160, *Trb.* 1982, 26, *Trb.* 1986, 170 en *Trb.* 1987, 22 en 164.

Bij brieven van 17 maart 1989 (Kamerstukken II 1988/89, 21 074, nr. 1) zijn de Bijlagen B.2, E.4, E.5 en F.3 in overeenstemming met additioneel artikel XXI, eerste lid, onderdeel a, van de Grondwet en op de voet van artikel 61, derde lid, van de Grondwet naar de tekst van 1972, overgelegd aan de Eerste en de Tweede Kamer der Staten-Generaal.

De toelichtende nota die de brieven vergezelde, is ondertekend

door de Staatssecretaris van Financiën H. E. KONING en de Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken B.-J. M. VAN VOORST TOT VOORST.

De goedkeuring door de Staten-Generaal is verleend op 22 april 1989.

#### E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116, *Trb.* 1979, 52 en 160, *Trb.* 1981, 200, *Trb.* 1982, 26, *Trb.* 1986, 170, *Trb.* 1987, 22 en 164 en *Trb.* 1989, 39.

Behalve door de aldaar genoemde Staten is nog in overeenstemming met artikel 11, vierde c.q. zesde lid, van de Overeenkomst een verklaring van aanvaarding van een of meer Bijlagen bij de Overeenkomst gericht aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad door:

de Bondsrepubliek Duitsland . . . . . 9 augustus 1988

Bijlage F.3 onder dezelfde voorbehouden en verklaringen als geformuleerd door de Europese Economische Gemeenschap (zie *Trb.* 1989, 39, blz. 7).

de Europese Economische  
Gemeenschap . . . . . 28 oktober 1988

Bijlage B.2 onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

#### *1. Réserve générale (observation d'ordre général)*

La législation communautaire recouvre généralement les dispositions de cette annexe. Toutefois, les Etats membres émettent, s'il y a lieu, leurs propres réserves dans la mesure où la réglementation communautaire leur a laissé la possibilité de maintenir, dans certains cas, leurs dispositions nationales.

#### *2. Norme 3*

La législation communautaire prévoit la possibilité d'exclure de la franchise les marchandises déclarées pour la libre pratique après avoir été placées sous un autre régime douanier. Cette possibilité n'a été mise en application qu'en ce qui concerne la mise en libre pratique des envois de valeur négligeable.

#### *3. Pratique recommandée 10*

Dans certains cas, la franchise peut être accordée moyennant l'engagement par l'intéressé de respecter certaines conditions (par exemple, de s'installer effectivement dans un certain délai dans la Communauté ou de fournir l'un ou l'autre document à l'appui de la demande de franchise). Cet engagement est assorti d'une garantie dont les autorités compétentes déterminent la forme et le montant.

#### *4. Pratique recommandée 16*

Est exclue de la franchise, lors de l'importation des substances concernées, toute opération commerciale.

#### *5. Pratique recommandée 18*

Sont exclus de la franchise selon la législation communautaire:

- a) les produits alcooliques;

- b) les tabacs et produits de tabac;
- c) les moyens de transport à caractère utilitaire;
- d) les matériels à usage professionnel autres que les instruments portables d'arts mécaniques ou libéraux.

6. *Pratique recommandée 19*

Le délai prévu dans lequel le bénéficiaire doit garder la propriété ou la possession des biens à la suite de l'importation est de douze mois.

7. *Pratique recommandée 20*

La législation communautaire ne prévoit pas l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour les marchandises destinées à l'ameublement d'une résidence secondaire et importées d'un pays en dehors de la Communauté européenne.

8. *Norme 21*

L'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée s'applique aux cadeaux dont la valeur unitaire ne dépasse pas 200 Ecus. Les Etats membres peuvent toutefois accorder une exonération dépassant 200 Ecus pour autant que la valeur de chaque cadeau admis en exonération n'excède pas 1 000 Ecus. La franchise des droits à l'importation s'applique aux cadeaux lorsque la valeur de chaque cadeau n'excède pas 1 000 Ecus.

(Voir aussi la réserve à l'égard de la pratique recommandée 23).

9. *Pratique recommandée 23*

Sont exclus de la franchise selon la législation communautaire les produits alcooliques, les tabacs et les produits de tabac. Sauf circonstances exceptionnelles, la franchise n'est accordée que pour les marchandises déclarées pour la libre pratique:

- au plus tôt deux mois avant la date prévue pour ce mariage. Dans ce cas, la franchise peut être subordonnée à la fourniture d'une garantie appropriée, dont la forme et le montant sont déterminés par les autorités compétentes,

et

- au plus tard quatre mois après la date du mariage.

10. *Pratique recommandée 27*

Sont exclus de la franchise selon la législation communautaire:

- a) les produits alcooliques;
- b) les tabacs et produits de tabac;
- c) les moyens de transport à caractère utilitaire;
- d) les matériels à usage professionnel, autres que les instruments portables d'arts mécaniques ou libéraux qui étaient nécessaires à l'exercice de la profession du défunt;
- e) les stocks de matières premières et de produits ouvrés ou semi-ouvrés;
- f) le cheptel vif et les stocks de produits agricoles excédant les quantités correspondant à un approvisionnement familial normal.

11. *Norme 28*

La législation communautaire prévoit l'admission en franchise des marchandises dont la valeur globale n'est pas supérieure à 45 Ecus et qui font l'objet de petits envois sans caractère commercial adressés sans paiement d'un pays tiers par un particulier à un autre particulier se trouvant dans le territoire de la Communauté.

Outre, les restrictions quantitatives pour les tabacs, l'alcool et les boissons alcoolisées, la législation communautaire prévoit les quantités maximales suivantes pour l'admission en franchise des taxes à l'importation du café, du thé ainsi que des parfums et eaux de toilette:

- a) café: 500 grammes

- ou  
extraits et essences de café: 200 grammes;  
b) thé: 100 grammes  
ou  
extraits et essences de thé : 40 grammes;  
c) parfums: 50 grammes  
ou  
eaux de toilette: 0,25 litre.

#### 12. *Pratique recommandée 29*

Les marchandises visées dans la pratique recommandée sont admises en franchise de droits à l'importation pour autant que cette franchise ne donne pas lieu à des abus ou à des distorsions de concurrence importantes.

Selon les dispositions communautaires, les marchandises suivantes sont exclues de la franchise des droits et taxes à l'importation:

- a) les produits alcooliques;
- b) les tabacs et produits de tabac;
- c) le café et le thé;
- d) les véhicules à moteur autres que les ambulances.

#### 13. *Pratique recommandée 32*

Pour les opérations visées sous les points a) et b), la législation communautaire dispose que la franchise est applicable aux documents adressés ou distribués gratuitement.

La législation communautaire ne prévoit pas l'opération visée aux points g) et k) de cette pratique recommandée.

Quant aux importations visées sous le point ij), elles sont permises par la législation communautaire pour autant que la franchise ne donne pas lieu à des abus ou à des distorsions de concurrence importantes, et que ces marchandises soient utilisées pour la transmission d'information adressées gratuitement à leur destinataire.

#### 14. *Pratique recommandée 33*

La franchise visée dans cette pratique recommandée n'est pas prévue par la législation communautaire.

#### 15. *Norme 34*

Les marchandises visées dans cette norme sont admises en franchise à condition que les examens, analyses ou essais ne constituent pas eux-mêmes des opérations de promotion commerciale.

#### 16. *Pratique recommandée 35*

La législation communautaire prévoit la franchise visée dans cette pratique recommandée pour autant que les matériaux en question ne soient normalement pas susceptibles de réemploi, et à condition que leur contrepartie soit incluse dans la base d'imposition des marchandises transportées.

Bijlage E.4 onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

#### 1. *Réserve générale (observation d'ordre général)*

La législation communautaire couvre généralement les dispositions de cette annexe. Toutefois, pour les domaines non couverts par la législation communautaire, les Etats membres émettent, s'il y a lieu, leurs propres réserves.

#### 2. *Norme 5*

La déclaration de mise en liberté pratique doit contenir certaines indications relatives à l'utilisation du régime de perfectionnement actif - système du remboursement. En outre, le recours à ce système présuppose qu'une autorisation de perfectionnement actif ait été délivrée ou, dans certains cas, demandée préalablement à cette mise en libre pratique.

Algerije . . . . . 3 november 1988

Bijlage E.1 zonder voorbehouden.

Bijlage E.8 onder de volgende voorbehouden:

*Pratique recommandée 17*

La réglementation douanière algérienne dispose que l'ensemble des déclarations douanières relatives à un même contrat s'effectuent dans un même bureau de douane.

*Pratique recommandée 24*

Aucune disposition douanière algérienne ne prévoit d'accorder l'exonération totale des droits et taxes pour les marchandises en exportation temporaire lorsqu'elles ont été réparées gratuitement à l'étranger.

Polen . . . . . 26 januari 1989

Bijlagen E.3, E.4, F.5 en F.6 zonder voorbehouden.

de Bondsrepubliek Duitsland . . . . . 2 februari 1989

Bijlage B.2 onder dezelfde voorbehouden en verklaringen als geformuleerd door de Europese Economische Gemeenschap (zie blz. 2 e.v. van dit Tractatenblad).

Bijlage E.4 onder dezelfde voorbehouden als geformuleerd door de Europese Economische Gemeenschap (zie blz. 4 van dit Tractatenblad).

Frankrijk . . . . . 3 maart 1989

Bijlage E.4 onder dezelfde voorbehouden als geformuleerd door de Europese Economische Gemeenschap (zie blz. 4 van dit Tractatenblad).

Bijlage B.2 onder dezelfde voorbehouden en verklaringen als geformuleerd door de Europese Economische Gemeenschap (zie blz. 2 e.v. van dit Tractatenblad) en onder de volgende verklaring:

L'admission en franchise de certains biens (animaux de selle, cycles et motocycles, véhicules automobiles à usage privé et leur remorque, caravanes de camping, bateaux de plaisances, avions de tourisme) est subordonnée à la condition qu'ils aient supporté dans le pays de provenance ou d'origine les charges douanières ou fiscales.

Zwitserland . . . . . 17 maart 1989

Bijlage J.1 onder het volgende voorbehoud:

*Pratique recommandée 12*

La législation suisse n'accorde en principe pas d'assistance mutuelle en matière douanière.

Zuid-Afrika . . . . . 24 mei 1989

Bijlage E.1 onder de volgende voorbehouden:

*Norme 3*

La législation nationale prohibe ou restreint le transit des marchandises sur le territoire sub-africain lorsqu'il est estimé qu'il s'agit de mesures d'intérêt général.

*Pratique recommandée 13*

Dans la plupart des cas, tous les renseignements nécessaires doivent être fournis sur la déclaration de marchandises pour le transit douanier.

*Pratique recommandée 15*

Conformément à la législation nationale, les autorités douanières peuvent prévoir la forme de la garantie à constituer par le déclarant.

*Norme 17*

Contrairement à ce que stipule cette norme, la législation nationale ne prévoit pas l'acceptation automatique d'une garantie globale.

*Pratique recommandée 18*

Dans certains cas, la garantie exigée représente un montant forfaitaire qui n'est pas nécessairement celui qui correspond aux droits exigibles les plus faibles possibles.

*Pratique recommandée 29*

La législation nationale prévoit le délai au cours duquel la personne qui a enlevé les marchandises doit présenter la preuve de leur arrivée à destination ou une déclaration de marchandises, faute de quoi elle doit acquitter les droits exigibles. Une amende peut également être infligée si les marchandises en transit sont détournées sans autorisation préalable.

Bijlage E.3 onder de volgende voorbehouden:

*Pratique recommandée 9*

La législation nationale exige une garantie pour tous les entrepôts de douane.

*Pratique recommandée 11*

Les marchandises devant faire l'objet d'une licence d'importation ne peuvent être stockées dans un entrepôt de douane lorsque cette licence n'a pas été délivrée.

*Pratique recommandée 13*

La législation nationale ne prévoit pas la possibilité de stocker les marchandises pour lesquelles des droits à l'importation ont été acquittés.

*Pratique recommandée 15*

La législation nationale ne prévoit pas la possibilité de stocker les marchandises pour lesquelles des droits et taxes internes ont été acquittés.

*Norme 21*

Aux termes de la législation nationale, les marchandises avariées par suite d'accident ou de force majeure avant leur sortie d'entrepôt ne peuvent pas être déclarées pour mise à la consommation comme si elles avaient été importées en l'état.

*Norme 22*

La législation nationale prévoit les cas en question, mais stipule que les droits de douane exigibles ne doivent pas être inférieurs au montant fixé périodiquement.

*Pratique recommandée 27*

La législation nationale prévoit le remboursement du produit de la vente, déduction faite des droits et des frais. Toutefois, ce remboursement ne sera effectué que si la demande est accompagnée d'un titre de propriété des marchandises et parvient dans les deux ans à compter de la date de la vente.

Ouganda . . . . . 11 juli 1989

Bijlage A.1 zonder voorbehoud.

Bijlage A.3 onder de volgende voorbehouden:

*Norme 6*

La législation de l'Ouganda fait actuellement l'objet d'une révision. Il est notamment envisagé de limiter l'importation en franchise des huiles lubrifiantes, combustibles et carburants.

*Norme 7*

La législation de l'Ouganda exige une garantie et une déclaration des moyens de transport à usage commercial aux fins de l'importation temporaire.

*Norme 10*

Le matériel spécial peut être importé temporairement aux termes de la législation de l'Ouganda en tant qu'accessoire du véhicule. Un document et une garantie sont exigés. L'Ouganda formule une réserve car il souhaite accorder cette facilité sous réserve de réciprocité.

*Norme 23*

Aux termes de la législation de l'Ouganda, une traduction des documents en anglais peut être exigée. La traduction des documents est généralement nécessaire.

Bijlage B.1 onder de volgende voorbehouden:

*Pratique recommandée 16*

Aux termes de la législation en vigueur et des pratiques utilisées, les marchandises ne peuvent être importées avant qu'une licence d'importation n'ait été présentée.

*Pratique recommandée 17*

Aux termes de la législation de l'Ouganda, la traduction des documents est généralement nécessaire.

*Pratique recommandée 20*

La législation de l'Ouganda ne contient aucune disposition générale concernant le retrait des déclarations de marchandises ou le remboursement des droits acquittés.

*Pratique recommandée 25*

La législation de l'Ouganda ne prévoit pas les déclarations périodiques. Une déclaration de marchandises distincte est toujours exigée pour chaque importation.

*Norme 42*

La législation de l'Ouganda n'oblige pas les autorités douanières à informer le déclarant qu'il a versé une somme excédentaire suite à une erreur commise dans la déclaration.

*Pratiques recommandées 51, 52, 53 et 55 et norme 54*

La législation de l'Ouganda ne prévoit pas le paiement différé des droits à l'importation et de la taxe sur les ventes à l'importation.

*Pratique recommandée 60*

La législation de l'Ouganda ne prévoit pas l'octroi de la mainlevée avant la production de la déclaration de marchandises.

Bijlage E.1 zonder voorbehoud.

het Koninkrijk der Nederlanden . . . . . 27 juli 1989  
(voor Nederland)

Bijlage B.2 onder dezelfde voorbehouden en verklaringen als geformuleerd door de Europese Economische Gemeenschap (zie blz. 2 e.v. van dit Tractatenblad).

Bijlage E.4 onder hetzelfde voorbehoud als geformuleerd door de Europese Economische Gemeenschap (zie blz. 4 van dit Tractatenblad).

Bijlage E.5 onder dezelfde voorbehouden als geformuleerd door de Europese Economische Gemeenschap (zie *Trb.* 1989, 39, blz. 6) en de volgende verklaring:

*Pratique recommandée 5*

Cette recommandation ne sera pas appliquée aux Pays-Bas car il est jugé souhaitable de conserver la possibilité d'interdire l'importation de marchandises en raison de leur origine, de leur provenance ou de leur destination.

Bijlage F.3 onder dezelfde voorbehouden als geformuleerd door de Europese Economische Gemeenschap (zie *Trb.* 1989, 39, blz. 7) en onder de volgende verklaring:

*Pratique recommandée 31*

Cette recommandation ne sera pas appliquée aux Pays-Bas car il est jugé souhaitable de conserver la possibilité de pouvoir exiger dans certains cas un document aux fins de contrôle du respect du délai de réexportation.

Korea . . . . . 9 mei 1990

Bijlage B.1 onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

*Pratique recommandée 6*

Aux termes de la législation coréenne, seul le propriétaire ou un agent autorisé agréé par la douane peut déclarer les marchandises.

*Pratique recommandée 12*

La législation coréenne exige toujours une déclaration complète.

*Pratique recommandée 25*

Aux termes de la législation coréenne, une même déclaration de marchandises ne peut couvrir qu'une importation.

*Pratique recommandée 34*

Aux termes de la législation coréenne, la douane doit procéder aux vérifications qui lui incombent après que les autres autorités ont inspecté les marchandises aux fins des contrôles vétérinaires, sanitaires, phytopathologiques, etc.

*Norme 43*

La législation coréenne exige une déclaration de marchandises complète.

*Norme 44*

La législation coréenne exige une déclaration de marchandises complète.

*Pratique recommandée 51*

Aux termes de la législation coréenne, seules les personnes qui importent des matières premières à incorporer dans des marchandises exportées peuvent être autorisées à différer le paiement des droits et taxes à l'importation sans que soient exigés des intérêts.

*Pratique recommandée 52*

Aux termes de la législation coréenne, seules les personnes qui importent des matières premières à incorporer dans des marchandises exportées peuvent être autorisées à différer le paiement des droits et taxes à l'importation sans que soient exigés des intérêts. Dans ce cas, les bureaux de douane n'autorisent pas non plus la constitution d'une garantie globale.

*Pratique recommandée 53*

Aux termes de la législation coréenne, seules les personnes qui importent des matières premières à incorporer dans des marchandises exportées sont autorisées à différer le paiement des droits et taxes à l'importation sans que soient exigés des intérêts. Dans ce cas, le montant de la garantie à constituer pour bénéficier du paiement différé doit excéder le montant estimé des droits et taxes à l'importation applicables aux marchandises importées.

*Norme 54*

Aux termes de la législation coréenne, toute personne tenue de constituer une garantie en vue de bénéficier du paiement différé ne peut pas choisir la forme de cette garantie.

*Pratique recommandée 55*

En principe, le système du paiement différé n'est pas accepté.

*Pratique recommandée 61*

La législation coréenne exige que la vérification soit terminée avant que la mainlevée soit accordée aux marchandises.

*Pratique recommandée 62*

La législation coréenne exige que la vérification des marchandises déclarées et des documents annexés soit terminée avant que la mainlevée soit accordée aux marchandises.

*Pratique recommandée 63*

Aux termes de la législation coréenne, le déclarant ou la personne intéressée ne peut être dispensé de payer les droits et taxes à l'importation ni en obtenir le remboursement.

Bijlage B.3 onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

*Pratique recommandée 4*

Aux termes de la législation coréenne, la réimportation en l'état n'est accordée qu'à la personne ayant exporté les marchandises en cause.

*Norme 5*

Aux termes de la législation coréenne, la réimportation en l'état est refusée aux marchandises qui ont été utilisées ou endommagées.

*Norme 7*

Aux termes de la législation coréenne, la réimportation en l'état est limitée aux marchandises importées directement de l'étranger.

*Pratique recommandée 8*

Aux termes de la législation coréenne, des prohibitions et des restrictions peuvent être appliquées aux marchandises réimportées en l'état qui étaient en libre circulation lorsqu'elles ont été exportées.

*Pratique recommandée 9*

Aux termes de la législation coréenne, la réimportation en l'état peut être refusée pour la raison que les marchandises ont une provenance déterminée.

*Pratique recommandée 12*

La législation coréenne ne prévoit pas de droits et taxes à l'exportation.

*Pratique recommandée 16*

Aux termes de la législation coréenne, une déclaration de marchandises écrite est exigée pour la réimportation en l'état des emballages, des conteneurs, des palettes et des véhicules routiers commerciaux qui sont utilisés pour le transport international de marchandises.

*Pratique recommandée 24*

La législation coréenne ne prévoit pas de droits et taxes à l'exportation.

*Pratique recommandée 26*

La législation coréenne ne permet pas que la déclaration d'exportation avec réserve de retour déposée lors de la première exportation couvre les réimportations et les exportations ultérieures de marchandises pendant une période déterminée.

Bijlage C.1 onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

*Pratique recommandée 11*

Aux termes de la législation coréenne, les autorités douanières ne peuvent faire en sorte que tous les documents à présenter pour l'exportation à titre définitif soient repris dans une série normalisée de documents du commerce extérieur.

*Norme 14*

Aux termes de la législation coréenne, les autorités douanières ne permettent pas qu'une seule déclaration de marchandises ou un relevé récapitulatif reprenant les données requises puissent couvrir les exportations qui sont effectuées par l'exportateur pendant une période déterminée.

*Norme 18*

La législation coréenne ne prévoit pas de droits et taxes à l'exportation.

Bijlage D.1 onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

*Pratique recommandée 5*

Aux termes de la législation coréenne, le critère de la transformation substantielle n'est pas exprimé par la règle du pourcentage ad valorem.

*Pratique recommandée 10*

Aux termes de la législation coréenne, le critère de la transformation substantielle n'est pas exprimé par la règle du pourcentage ad valorem.

Bijlage D.2 onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

*Pratique recommandée 3*

Les conditions requises en matière de preuve documentaire de l'origine sont différentes dans la législation coréenne.

*Pratique recommandée 12*

Aux termes de la législation coréenne, la valeur globale de l'importation ne figure pas dans une déclaration d'origine et les conditions requises en matière de preuve documentaire de l'origine sont différentes dans la législation coréenne.

*Norme 13*

La législation coréenne prévoit un régime de sanctions plus détaillé et mieux harmonisé.

Bijlage E.5 onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

*Norme 4*

Aux termes de la législation coréenne, l'admission temporaire est réservée aux marchandises importées directement de l'étranger.

*Pratique recommandée 5*

Aux termes de la législation coréenne, l'admission temporaire peut être limitée en fonction du pays d'origine, de provenance ou de destination des marchandises.

*Pratique recommandée 13*

Aux termes de la législation coréenne, le montant de la garantie à constituer aux fins de l'admission temporaire doit excéder le montant des droits et taxes à l'importation dont la perception est suspendue.

*Norme 14*

Aux termes de la législation coréenne, les personnes qui effectuent habituellement des opérations d'admission temporaire soit dans un bureau, soit dans différents bureaux d'un même territoire douanier, ne peuvent être autorisées à constituer une garantie globale.

*Norme 23*

La législation coréenne n'autorise pas l'apurement de l'admission temporaire par la mise des marchandises dans des ports francs ou des zones franches.

*Pratique recommandée 28*

La législation coréenne n'autorise pas l'apurement de l'admission temporaire par la mise des marchandises en entrepôt de douane.

*Pratique recommandée 29*

La législation coréenne n'autorise pas l'apurement de l'admission temporaire par la mise des marchandises sous le régime du transit douanier.

*Pratique recommandée 33*

Aux termes de la législation coréenne, la garantie doit être remboursée par le bureau de sortie seulement lorsque les marchandises ont été importées par ce bureau.

*Pratique recommandée 35*

La législation coréenne prévoit des conditions plus détaillées.

*Pratique recommandée 36*

Aux termes de la législation coréenne, les autorités douanières exigent une déclaration et une garantie dans les cas d'admission temporaire.

*Pratique recommandée 37*

La législation coréenne prévoit des conditions plus détaillées.

Portugal . . . . . 7 augustus 1990

Bijlage C.1 onder dezelfde voorbehouden als geformuleerd door de Europese Economische Gemeenschap (zie *Trb.* 1986, 170, blz. 35).

de Tsjechische en Slowaakse

Federatieve Republiek . . . . . 18 december 1990

Bijlage A.2 zonder voorbehouden.

Bijlage A.3 zonder voorbehouden.

Bijlage A.4 zonder voorbehouden.

Bijlage C.1 zonder voorbehouden.

#### F. TOETREDING

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116, *Trb.* 1979, 52, *Trb.* 1981, 200, *Trb.* 1982, 26, *Trb.* 1986, 170 en *Trb.* 1989, 39.

Behalve de aldaar genoemde hebben nog de volgende Staten in overeenstemming met artikel 11, vijfde lid, van de Overeenkomst een akte van toetreding nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad:

Oeganda . . . . .	11 juli 1989
de Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek . . . . .	18 december 1990

#### G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116, *Trb.* 1979, 52 en 160, *Trb.* 1981, 200, *Trb.* 1982, 26, *Trb.* 1986, 170, *Trb.* 1987, 22 en 164 en *Trb.* 1989, 39.

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is bijlage A.1 in werking getreden voor:

Oeganda . . . . .	11 oktober 1989
-------------------	-----------------

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage A.2 in werking getreden voor:

de Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek . . . . .	18 maart 1991
--	---------------

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is bijlage A.3 in werking getreden voor:

Oeganda . . . . .	11 oktober 1989
de Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek . . . . .	18 maart 1991

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is bijlage B.1 in werking getreden voor:

Oeganda . . . . .	11 oktober 1989
Korea . . . . .	9 augustus 1990

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage B.2 in werking getreden voor:

de Bondsrepubliek Duitsland . . . . .	3 juni 1989
de Europese Economische Gemeenschap . . . . .	3 juni 1989
Frankrijk . . . . .	3 juni 1989
Oostenrijk . . . . .	3 juni 1989
Zwitserland . . . . .	3 juni 1989
het Koninkrijk der Nederlanden . . . . .	27 oktober 1989
(voor Nederland)	

In overeenstemming met artikel 12, eerste lid, van de Overeenkomst is Bijlage B.3 in werking getreden voor:

Korea . . . . .	9 augustus 1990
-----------------	-----------------

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage C.1 in werking getreden voor:

Korea . . . . .	9 augustus 1990
Portugal . . . . .	7 november 1990
de Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek . . . . .	18 maart 1991

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage D.1 in werking getreden voor:

Korea . . . . .	9 augustus 1990
-----------------	-----------------

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage D.2 in werking getreden voor:

Korea . . . . .	9 augustus 1990
-----------------	-----------------

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.1 in werking getreden voor:

Algerije . . . . .	3 februari 1989
Zuid-Afrika . . . . .	24 augustus 1989
Oeganda . . . . .	11 oktober 1989

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.3 in werking getreden voor:

Polen . . . . .	26 april 1989
Zuid-Afrika . . . . .	24 augustus 1989

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.4 in werking getreden voor:

de Europese Economische Gemeenschap . . . . .	28 januari 1989
Polen . . . . .	26 april 1989
de Bondsrepubliek Duitsland . . . . .	2 mei 1989
Frankrijk . . . . .	3 juni 1989
het <i>Koninkrijk der Nederlanden</i> . . . . . (voor Nederland)	27 oktober 1989

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.5 in werking getreden voor:

het <i>Koninkrijk der Nederlanden</i> . . . . . (voor Nederland)	27 oktober 1989
Korea . . . . .	9 augustus 1990

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.8 in werking getreden voor:

Algerije . . . . .	3 februari 1989
--------------------	-----------------

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage F.3 in werking getreden voor:

de Bondsrepubliek Duitsland . . . . .	9 november 1988.
het <i>Koninkrijk der Nederlanden</i> . . . . . (voor Nederland)	27 oktober 1989

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage F.5 in werking getreden voor:

Polen . . . . .	26 april 1989
-----------------	---------------

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage F.6 in werking getreden voor:

Polen . . . . .	26 april 1989
-----------------	---------------

#### J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116, *Trb.* 1979, 52 en 160, *Trb.* 1981, 200, *Trb.* 1986, 170, *Trb.* 1987, 22 en 164 en *Trb.* 1989, 39.

Voor het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties zie ook *Trb.* 1990, 119.

Voor het op 15 december 1950 te Brussel tot stand gekomen Verdrag houdende instelling van een Internationale Douaneraad zie ook *Trb.* 1991, 111.

Voor de op 7 november 1952 te Genève tot stand gekomen Internationale Overeenkomst om de invoer van handelsmonsters,

handelsstalen en reclamemateriaal te vergemakkelijken zie ook *Trb.* 1991, 112.

Voor het op 4 juni 1954 te New York tot stand gekomen Aanvullend Protocol met betrekking tot de invoer van toeristische propagandabescheiden en toeristisch propagandamateriaal bij het Verdrag inzake douanefaciliteiten ten behoeve van het toeristenverkeer zie ook *Trb.* 1991, 113.

Voor de op 18 mei 1956 te Genève tot stand gekomen Douaneovereenkomst betreffende de tijdelijke invoer van voertuigen welke voor het bedrijfsmatig vervoer langs de weg worden gebezigd zie ook *Trb.* 1983, 75.

Voor de op 6 oktober 1960 te Brussel tot stand gekomen Douaneovereenkomst betreffende de tijdelijke invoer van verpakkingsmiddelen zie ook *Trb.* 1991, 115.

Voor de op 9 december 1960 te Genève tot stand gekomen Europese Overeenkomst betreffende de douanebehandeling van laadborden gebruikt bij internationaal verkeer zie ook *Trb.* 1991, 116.

Voor de op 8 juni 1961 te Brussel tot stand gekomen Douaneovereenkomst inzake de tijdelijke invoer van beroepsmateriaal zie ook *Trb.* 1991, 117.

Voor de op 8 juni 1961 te Brussel tot stand gekomen Douaneovereenkomst inzake faciliteiten voor de invoer van goederen bestemd om op tentoonstellingen, beurzen, congressen of soortgelijke manifestaties te worden getoond of gebruikt zie ook *Trb.* 1991, 118.

Voor de op 6 december 1961 te Brussel tot stand gekomen Douaneovereenkomst inzake het carnet A.T.A. voor de tijdelijke toelating van handelswaren zie ook *Trb.* 1989, 144.

Voor de op 1 december 1964 te Brussel tot stand gekomen Douaneovereenkomst inzake welzijnsgoederen voor zeevarenden zie ook *Trb.* 1991, 119.

Voor de op 11 juni 1968 te Brussel tot stand gekomen Douaneovereenkomst inzake de tijdelijke invoer van wetenschappelijk materiaal zie ook *Trb.* 1991, 120.

Uitgegeven de *negende* augustus 1991.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

H. VAN DEN BROEK